

- **Excellence Monsieur le Premier Ministre de la République fédérale démocratique d’Ethiopie**
- **Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**

- **Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**

- **Distingués Délégués,**

- **Honorable assistance,**

Permettez-moi tout d'abord de joindre ma voix à celle de mes prédécesseurs à cette auguste tribune, pour exprimer à Monsieur Haile Mariam Dessalegn, Premier ministre de la République fédérale démocratique d’Ethiopie, ainsi qu'au peuple et au Gouvernement d’Ethiopie, la profonde gratitude de la délégation comorienne pour l'accueil chaleureux et fraternel qui nous est réservé, à l'occasion de ce rendez-vous si importante de la communauté des nations, pour faire le point sur le financement du développement"

Permettez-moi également d'exprimer nos remerciements à Son Excellence le Secrétaire Général des Nations Unies pour la façon exemplaire avec laquelle il s'acquitte de sa noble mission.

Excellences, Mesdames et Messieurs

En septembre prochain, nous allons nous retrouver au siège des Nations-Unies à New-York, pour renouveler le formidable engagement que nous avons pris dans la

Déclaration du millénaire de faire de notre monde une planète où il fait bon vivre pour toute l'humanité, aujourd'hui et demain. A cette occasion nous sommes appelées à adopter les Objectifs de Développement Durable qui seront au cœur de l'agenda mondial du développement post 2015. Comme vous le savez, ces nouveaux objectifs sont beaucoup plus nombreux et plus ambitieux que les précédents. Et je dirais même également, qu'ils sont, à plusieurs à plusieurs égards, plus problématiques. Il est donc de notre devoir d'accorder la plus grande attention aux conditions de leur mise en œuvre, autrement ces objectifs pourraient rapidement se révéler tout simplement irréalistes pour une grande partie des Etats membres de la communauté internationale. A mon avis, la question du financement adéquat des Objectifs de développement durable reste le principal défi.

En effet, comme pour les Objectifs du millénaire pour le développement, certaines catégories de pays, et notamment les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement, devront mobiliser des ressources énormes pour espérer atteindre les objectifs de développement durable, au niveau national. Ces ressources sont hors de leurs portées dans l'état actuel de leurs économies et du financement international du développement. Nous avons tous en mémoire l'expérience des évaluations des coûts des besoins pour la réalisation des OMD que nous avons effectuées dans nos différents pays. Ces exercices réalisés dans le cadre de l'élaboration des stratégies nationales de développement basées sur les OMD, recommandées par notre Sommet de 2005 à New-York, ont révélé des sommes requises très importantes qui ont parfois semé le doute sur le réalisme des objectifs convenus en 2000.

D'ailleurs pratiquement très peu de pays ont pu mobiliser ces ressources nécessaires estimées, loin de là, ce qui explique en grande partie les résultats mitigés engrangés dans la plupart des pays concernés dans la mise en œuvre des OMD.

Pour le cas précis de mon pays, l'Union des Comores, la stratégie de développement basée sur les OMD a même été jugée irréaliste sur le plan budgétaire par la plupart de nos partenaires au développement. Pour faciliter le dialogue de politique avec eux, nous avons été contraints de revoir le cadrage macro budgétaire pour avoir un scénario supposé plus conforme aux possibilités de mobilisation de ressources. Un scénario qui signifiait malheureusement un certain renoncement, de facto, à notre formidable ambition de réaliser l'ensemble des OMD à l'horizon 2015. Et effectivement, nous avons dû prioriser nos ambitions. Le bilan de la mise en œuvre des OMD en Union des Comores montre bien que dans les domaines où les financements ont été disponibles, les cibles fixées sont réalisées ou en passe de l'être. C'est le cas notamment pour les secteurs sociaux qui ont bénéficié d'investissements conséquents. Pour les autres secteurs où les financements ont fait défaut, les résultats sont loin des engagements pris. Il ne fait donc aucun doute que la réussite de la mise en œuvre de l'agenda de développement post 2015 dépend en grande partie des mécanismes de financement habilitants que nous mettrons en place à ce propos.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Cette conférence vient donc à point nommé pour redéfinir et préciser le rôle des partenariats et fonds mondiaux ainsi que les modalités de financement des

objectifs de développement durable. La réussite de ces assises placera notre sommet de septembre à New-york sur les ODD sous les meilleurs auspices possibles. La crédibilité des ODD, au-delà de leur pertinence, dépend en grande partie de notre capacités à renover le partenariat mondial et à proposer des systèmes et mécanismes de financement innovants. Nous, les PMA et les petits Etats insulaires en développement, attendons beaucoup de cette conférence et de ses suites. Nous attendons notamment qu'elle recommande la mise en place d'instruments spécifiques en faveur du financement du développement des petits états insulaires en développement.

En effet, les Petits Etats Insulaires en Développement, outre le fait qu'ils font face à des problèmes multiples de capacités, sont confrontés à des grands défis spécifiques reconnus par la communauté internationale. Certains de ces défis menacent même l'existence physique de ces pays ou leur intégrité, s'ils ne sont pas convenablement adressés. Or à ce jour, les petits Etats insulaires en développement ne bénéficient pas de tout l'appui financier qu'exigent l'ampleur et la gravité des menaces spécifiques auxquelles ils sont confrontés. En matière de financement international du développement, la spécificité « Etat insulaire en développement » est quasiment inopérante et les pays de cette catégorie doivent utiliser un autre statut pour mobiliser des ressources. Il est aujourd'hui indispensable de revoir et corriger cette situation, sinon la réalisation des ODD sera compromise pour les petits états insulaires en développement. La communauté internationale devrait notamment accompagner vigoureusement les petits Etats insulaires en développement qui prennent des initiatives pour valoriser les éléments naturels qui constituent à priori

une menace pour eux. Il en est ainsi de l'initiative de mon gouvernement de produire de l'énergie géothermique à partir du Karthala, ce volcan dont le cratère qui surplombe la capitale fédérale constitue le plus grand cratère des volcans en activité dans le monde. De même, le nouveau paradigme d'économie bleue devrait largement contribuer au développement des petits Etats insulaires en développement s'ils sont adéquatement soutenus dans les programmes et stratégies qu'ils sont en train de développer dans ce cadre.

Excellences Mesdames et Messieurs,

J'aimerais revenir brièvement sur le financement des OMD pour insister sur notre grande déception devant les occasions manquées et les promesses non tenues en matière de financement du développement et d'aide au développement. Les pays donateurs, individuellement et collectivement, ont fait beaucoup d'annonces de financement durant la décennie 2000 en faveur du développement et notamment la réalisation des OMD mais finalement il y a eu peu de concrétisations. Nous avons encore à l'esprit l'enthousiasme soulevé à Green Eagles quand les nations les plus riches annonçaient 50 et 75 milliards de dollars d'aide en faveur des pays les plus démunis. Evidemment, ces engagements ne seront pas respectés. Il est donc urgent de prévoir des mécanismes efficaces de suivi du financement international du développement et des engagements pris à ce propos.

La question de l'efficacité du financement international du développement reste une condition critique à la réalisation des ODD pour les pays en développement et notamment pour les PMA. En effet, quelles que soient les prouesses que ces derniers réaliseront dans la mobilisation

et l'utilisation des ressources domestiques, les niveaux de financement requis pour investir dans les différents domaines, notamment les infrastructures économiques, pour créer un climat habilitant pour le développement, nécessiteront des financements additionnels substantiels.

Excellences Mesdames et Messieurs,

J'aimerais terminer mon propos, en formant le vœu que cette conférence adopte des règles, des mécanismes et des codes de conduite permettant d'assurer un financement idoine des objectifs de développement durable et également de rompre avec les promesses non tenues qui ont assurément caractérisé les deux précédentes décennies.

Je vous remercie